

nouveau ministre des Finances se contente simplement de conseiller aux Canadiens de combattre la hausse du coût de la vie par l'épargne. Il me semble que le ministre devrait savoir que c'est le coût élevé de l'existence qui rend l'épargne difficile sinon impossible.

Nous avons vu que, chaque fois qu'on a réalisé un haut niveau d'emploi comme résultat de dépenses militaires ou d'autres causes, l'inflation s'est fait sentir, quand nous n'avions pas recours à des régies sociales et économiques et à quelque planification économique telles que nous les avons connues durant la guerre.

L'économie non dirigée s'est toujours révélée incapable par elle-même de maintenir le plein emploi et la stabilité des prix, de sorte qu'aujourd'hui des hommes d'affaires éminents, tel le directeur général de la Chambre canadienne de Commerce, prétendent que la question est de savoir dans quelle mesure la population tolérera le chômage pour mettre fin à l'inflation ou l'enrayer.

Nous ne croyons pas qu'il faille jamais accepter le tragique gaspillage de ressources humaines que comporte le chômage comme moyen de combattre l'inflation. Nous croyons que ces fléaux jumeaux que sont l'inflation et le chômage peuvent disparaître tous les deux grâce à la sorte de planification publique à laquelle on a eu recours durant la guerre pour tirer pleinement parti de la productivité formidable de la nation. Toutefois, nous ne devons pas ne nous soucier que de nous-mêmes mais aussi du monde, pour que la vie y soit meilleure, au lieu de donner tant d'importance, comme le font dernièrement les nations, à la fabrication d'instruments propres à détruire le monde.

J'ai parlé de l'attitude de certains hommes d'affaires qui estiment que le chômage devrait servir à combattre l'inflation. Le fait qui est aujourd'hui alarmant, c'est qu'en même temps que sévit l'inflation, et comme je l'ai dit, ordinairement l'inflation est accompagnée du plein emploi, c'est, dis-je, que pendant que l'inflation s'aggrave, l'indice du chômage monte en flèche, comme le révèle la statistique comparée de cette année et de l'an dernier.

On s'inquiète à bon droit dans bien des secteurs de notre pays de ce qui pourrait arriver l'hiver prochain. Il est important que le Gouvernement fasse connaître ce qu'il entend faire. Je lisais dans le journal de ce matin que le conseil municipal de Toronto s'alarme en voyant l'aggravation marquée du chômage dans cette ville et qu'il s'adresse au gouvernement provincial. A mon avis, les autorités fédérales qui ont la haute main sur une

[M. Coldwell.]

bonne partie des finances et de l'économie du Canada sont responsables, au premier chef, en ce qui concerne le chômage.

Je suppose cependant que les mesures qui seront prises ne seront rien de plus qu'une modification de ce qu'a fait l'ancien gouvernement. Il faudrait que le Gouvernement se montre résolu à aborder le problème de façon différente, à tourner le dos à l'économie non dirigée de l'entreprise privée qui n'a pas su résoudre les problèmes qui se posent aujourd'hui à notre pays et au monde entier.

D'après la statistique la plus récente que j'ai pu obtenir, celle du 22 août 1957 établie par le service national de placement, il y avait à cette date 249,000 chômeurs contre 170,000 à la même époque l'an dernier. Je le répète, les journaux d'aujourd'hui rapportent combien le conseil municipal de Toronto s'inquiète de cet état de choses. Le conseil municipal de Vancouver s'inquiète également, de même que le conseil municipal de Winnipeg et d'autres centres canadiens. Et pourtant, le discours du trône ne dit rien de cet important problème.

Le Gouvernement n'a rien modifié à la politique de restriction monétaire instaurée par le gouvernement libéral lorsqu'il était au pouvoir, et qui a été si fortement critiquée par le parti conservateur qui se trouvait alors du côté de l'opposition. Quatre mois se sont écoulés depuis que le nouveau gouvernement a été formé et une politique qui n'a pas nécessité de mesures législatives pour être adoptée et qui certainement n'en exigerait pas pour être améliorée, modifiée ou abandonnée, a été appliquée de la même manière.

Je ne donne nullement à entendre qu'une simple modification de ligne de conduite suffirait. Au fait, sans une direction appropriée des placements, un programme de relâchement du crédit augmenterait, au lieu de diminuer, l'inflation dont nous souffrons. Comme l'indique notre amendement, le nœud de la situation est la planification de la mise en valeur de nos ressources et de notre industrie selon un programme national dont les directeurs seraient comptables au Parlement; telle est, à notre avis, la seule solution véritable aux problèmes économiques et sociaux de l'heure au Canada.

Je profite de l'occasion pour dire quelques mots sur un autre sujet. J'ai songé à en traiter quand nous discutons le bill des crédits provisoires, mais sachant que j'allais prendre la parole ce soir et n'étant pas tout à fait aussi restreint que je le suis d'ordinaire quant à mon temps de parole, en raison de l'amendement que nous proposons, j'ai décidé d'en parler ce soir.

Naturellement, je me réjouis de la création de la commission royale qui étudiera la ques-